

Tuerie policière au Brésil

Le 30 octobre dernier la Police Civile de Rio de Janeiro perpétra une véritable tuerie dans deux *favelas* (les bidonvilles où s'entassaient un million et demi de personnes) de la métropole : on dénombra 130 morts; des dizaines de cadavres furent retrouvés dans une zone boisée, les mains liées et tués d'une balle dans le dos ou dans la nuque ainsi que celui d'un jeune de 19 ans, décapité après avoir été égorgé...

Il s'agissait d'une méga-opération policière, l'« *Operação Contenção* » (*Opération Contention*) décidée par le gouverneur de l'Etat, Cláudio Castro, un partisan de l'ancien président d'extrême droite Bolsonaro, pour arrêter des dirigeants de la faction « *Comando Vermelho* » (*Commandement Rouge*) une puissante organisation criminelle qui opère notamment dans ces favelas qui comptent près de 200 000 habitants.

2500 policiers furent mobilisés pour y participer avec une trentaine d'engins blindés, des véhicules de démolition, deux hélicoptères, des drones. Les habitants ont décrit des tirs à l'aveuglette sur les habitations, les blessés laissés sans soins, les cadavres jonchant les rues – sans parler des perquisitions sans mandats, etc.

Le lendemain le gouverneur déclarait que l'opération avait été un grand succès, les seules victimes étant 4 policiers qui avaient été tués; et Castro continuait en critiquant un manque de soutien du gouvernement fédéral qui ne voulait pas fournir des blindés ou autoriser l'intervention de l'armée : « *Cette opération n'a pas grand-chose à voir avec la sécurité publique. Il s'agit d'une opération de défense. il s'agit d'une guerre que l'Etat [de Rio de Janeiro] ne devrait pas mener seul. Pour une guerre comme celle-là, qui n'a rien à voir avec la sécurité urbaine, nous devrions bénéficier d'un soutien beaucoup plus important. À l'heure actuelle, peut-être même celui des forces armées* » (1).

Tout en considérant l'opération comme « *désastreuse* » Lula répondit en réitérant sa détermination à lutter durement contre la délinquance et il affirma qu'un engagement du gouvernement fédéral et des Etats était nécessaire pour « *combattre la faction [criminelle] et la brutalité qui existent à Sao Paulo, à Rio de Janeiro et dans tout le pays* » (2), reprenant la rhétorique de l'extrême droite. Son gouvernement avait d'ailleurs supervisé une opération militaire en juin 2007 dans la favela d'Amelao qui avait fait 19 morts (certains ayant été exécutés). La brutalité à laquelle il faisait allusion n'était donc pas celle de la police, pourtant meurtrière : selon le rapport annuel officiel sur la sécurité publique au Brésil, 6393 personnes (dont 83% de noirs et 72% de moins de trente ans) ont été tués par la police en 2024 (3) qui jouit d'une immunité de fait : une recherche sociologique à Rio de Janeiro a établi que plus de 99% des meurtres policiers ne donnent jamais lieu à une enquête officielle (4).

Derrière la « guerre contre le narcotrafic », ce sont en réalité des opérations visant à terroriser les prolétaires et les masses marginalisées qui sont menées. Ces sanglantes et spectaculaires opérations qui frappent essentiellement des délinquants de base sont incapables de mettre fin à la délinquance et à la criminalité organisée. Selon des experts il faudrait s'attaquer aux sources de financement des « factions » comme la contrebande de carburant à grande échelle et aux réseaux politiques qui les soutiennent (5), ce qui n'est pas à l'ordre du jour. A Rio des « milices » para militaires, composées de pompiers ou de policiers à la retraite ou encore en fonction, exercent un juteux métier de « protection » et de divers

services essentiels. Tous ces groupes se sont diversifiés et ils ont étendu leurs activités au trafic de cocaïne, à la contrebande d'or, aux paiements numériques, etc. Au point que certains estiment que le crime organisé est devenu la première entreprise du Brésil : entre le crime organisé qui prospère en dehors des lois bourgeoises et le capitalisme criminel mais « honnête » parce qu'il fonctionne globalement dans le cadre de ces lois, tout en n'hésitant pas à les violer si la quête du profit l'exige, il est naturel qu'il existe des liens (6).

Le fléau de la délinquance est fils de la pauvreté, du chômage, de la précarité, en un mot des conditions misérables dans lesquelles vivent les masses déshéritées de la population : pour survivre, certains en trouvent d'autres solutions que de s'engager dans des activités criminelles. Le capitalisme n'a pas la possibilité de faire disparaître ces conditions parce c'est lui qui les cause et qui s'en nourrit.

Par contre les pouvoirs bourgeois utilisent le prétexte de « lutte contre la délinquance », de « lutte contre la drogue », etc., pour faire admettre, au même titre que « la lutte contre le terrorisme », le renforcement de leurs moyens policiers, sur le plan juridique comme sur le plan matériel. Les prolétaires n'ont aucun intérêt à soutenir le renforcement de la police, les appels à une plus grande efficacité répressive de l'Etat contre le crime, les campagnes pour « la loi et l'ordre », etc., car tout renforcement de l'Etat et de ses moyens de répression se tourne inévitablement contre lui. En effet le prolétariat représente toujours potentiellement aux yeux des bourgeois le véritable danger, la véritable menace contre la loi et l'ordre. C'est pourquoi les spectaculaires et sanglantes opérations comme celle du mois d'octobre à Rio-de-Janeiro ont un indéniable caractère anti-prolétarien : au-delà même de l'assassinat indiscriminé d'habitants des quartiers prolétaires, elles ont pour but de montrer aux prolétaires la toute-puissance de l'Etat et de ses moyens de répression.

Il ne s'agit pas d'une « guerre contre les favelas » (7) mais d'un épisode de la guerre contre les prolétaires. Ces derniers devront y répondre par la **guerre de classe** contre le capitalisme (criminel ou non) et l'Etat bourgeois!"

(1) www.gazetadopovo.com.br 1/11/2025

(2) <https://www.sabado.pt> 4/11/2025

(3) <https://www.ipea.gov.br/atlasviolencia/publicacoes>

(4) https://necvu.com.br/wp-content/uploads/2020/11/2012-NECVU_UFRJ_Autos-de-Resistencia-no-Rio-de-Janeiro_Relatorio-Final.pdf

(5) https://www.lemonde.fr/international/article/2025/10/29/au-bresil-rio-a-connu-l-operation-policiere-la-plus-meurtriere-de-son-histoire_6650142_3210.html

(6) « *L'économie criminelle du Brésil est sortie des ruelles pour investir désormais les salles de réunion, figurer dans les bilans financiers et s'infiltrer dans des chaînes d'approvisionnement essentielles* » (...) <https://theconversation.com/analise-o-crime-organizado-se-tornou-o-maior-negocio-do-brasil-e-sua-mais-seria-ameaca-268554>

(7) La formule est reprise par le PSOL (parti de gauche petit bourgeois regroupant trotskystes et réformistes divers), qui accuse seulement le gouverneur : <https://movimentorevista.com.br/2025/10/rio-em-guerra-operacao-mais-letal-da-historia-do-estado-expoe-a-politica-de-morte-de-castro/>



parti communiste international

1/01/2026 Imp. Spéc. - supplément au *Prolétaire* n° 559- www.pcint.org